

FONDATION POUR LA MEMOIRE DE LA SHOAH

SEMINAIRE DES BOURSIERS/« JEUNES » CHERCHEURS SOUTENUS AU TITRE DU PROGRAMME HISTOIRE DE L'ANTISEMITISME ET DE LA SHOAH

14-15 JANVIER 2020

Présentation du projet de Benedetta Carnaghi

« De l'Institut d'Étude des Questions Juives à la déportation : l'espionnage des juifs au service de la Solution Finale »

Nous souhaitons remercier chaleureusement Monsieur Dominique Trimbur et Madame Régine Socquet pour l'excellente organisation de ce séminaire. Nous remercions également le personnel du Mémorial de la Shoah, et notamment Madame Karen Taïeb, Madame Aurore Blaise et Madame Anne Huault, pour leur compétence et leur extraordinaire accueil au sein des archives du Mémorial.

Résumé de la thèse

Notre projet de thèse (« Double-vies : histoire comparative des espion.ne.s fascist.e.s et nazi.e.s, 1927-1945 ») est une histoire comparative des espions fascistes et nazis de 1927 (la naissance de l'OVRA, la police secrète fasciste) à 1945 (la fin de la Deuxième Guerre mondiale).

Notre objectif est de nous détacher de l'histoire de l'institution policière et de nous focaliser davantage sur une analyse détaillée du rôle et des motivations des espions eux-mêmes.

Dans ce cadre, la comparaison entre l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Autriche permet de mettre en évidence d'une part les aspects internationaux de ce réseau d'espionnage, qui dépassait les frontières nationales de la même manière que les espions dépassaient leur sentiment d'identité nationale, et d'autre part l'intersection entre la répression et la collaboration — généralement vues comme opposées mais souvent entremêlées dans le vécu des espions.

Cette thèse est une immersion dans la vie quotidienne sous les régimes fasciste et nazi et une tentative de donner un visage humain à leur système de répression. On comprend que la terreur est une épée à double tranchant uniquement en regardant comment la répression agit sur des êtres humains ordinaires — ce que les espions étaient finalement.

Le travail sera structuré en trois parties : la première partie portera sur la subversion de l'allégeance politique et l'infiltration de la Résistance ; la deuxième partie traitera de la subversion des normes de genre ; la troisième partie analysera la subversion des valeurs religieuses et de l'affiliation à une communauté religieuse. C'est dans cette dernière section que se situerait le chapitre sur l'espionnage et la déportation des juifs dont il est question ici.

Dans la demande de bourse que nous avons adressée à la fondation en mars 2018, nous proposons de travailler sur le lien entre espionnage, antisémitisme et déportation des juifs. L'angle de vue finalement adopté a donc légèrement changé depuis.

Argumentaire

Nous avons choisi de nous focaliser sur des espions juifs. Pourquoi ce choix ?

Dans cette thèse, nous voulons montrer que les fascistes et les nazis ont activement poursuivi la répression des ennemis politiques et « raciaux ».

Les fascistes et les nazis ont adapté leur répression pour instrumentaliser la fragilité humaine : leurs espions et leurs informateurs confidentiels faisaient souvent partie des individus qu'ils persécutaient. Les régimes fasciste et nazi ont soigneusement orchestré leur univers de terreur grâce à un système de surveillance complexe, recherchant parfois leurs espions parmi leurs cibles et les individus que leur rhétorique et leur idéologie jugeaient « inhumains » et « inférieurs ». La logique derrière ce choix était de recruter des espions qui appartenaient déjà à l'environnement social qu'ils étaient chargés d'infiltrer. C'était la façon la plus efficace de procéder : faire du chantage et forcer les ennemis à s'en prendre à leur propre peuple. La dimension comparative est importante car si le cas est limité à un seul pays, il reste un cas. Si par contre on peut démontrer que c'est une technique étendue à plusieurs pays, elle devient un système.

Dans le cas des juifs, des informateurs n'étaient peut-être pas nécessaires pour les arrêter, mais il y avait une exception importante : la recherche des juifs qui s'étaient cachés, essayant d'éviter la déportation. Ainsi, dans les grandes villes, comme Vienne, Berlin et Rome, les fascistes et les nazis

ont profité de la situation extrêmement désespérée des juifs, les forçant à espionner d'autres juifs pour la Gestapo en leur promettant un traitement préférentiel — essentiellement, qu'eux ou leurs familles ne seraient pas déportés¹.

Étude des cas : Autriche

Ce travail s'appuiera sur une étude de cas. Notre point de départ sera l'Autriche parce que c'est en Autriche que les nazis testent leur première solution de la « question juive », une solution qui comprenait l'intégration de la communauté juive dans le mécanisme nazi d'extermination. En 1938, Theodor Dannecker effectue, avec Adolf Eichmann et Herbert Hagen, un séjour à Vienne afin de mettre sur pied un office central d'émigration juive².

En Autriche, les nazis choisissent d'utiliser des espions juifs. Ces derniers étaient considérés comme des « espions de second ordre » : ils n'avaient pas de statut particulier et n'étaient pas officiellement embauchés par la Gestapo. Ils recevaient une « protection temporaire » et ils n'étaient pas payés : la Gestapo ne les payait qu'avec cette « protection »³. Ils travaillaient sous Johann Rixinger⁴, fonctionnaire de la Gestapo, chef du département II B (appelé IV B depuis 1942) et homme clé dans la persécution des juifs à Vienne⁵. Ils étaient particulièrement actifs dans les camps de détention, cherchant à obtenir des informations auprès des détenus sous diverses assurances et prétextes. Le plus tristement célèbre de ces espions juifs a été Rudolf Klinger (1889-1943).

¹ Carsten Dams et Michael Stolle, *The Gestapo: Power and Terror in the Third Reich*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 69.

² Doron Rabinovici, *Eichmann's Jews: The Jewish Administration of Holocaust Vienna, 1938-1945*, Cambridge, UK, John Wiley & Sons, 2014.

³ Doris Tausendfreund, *Erzwungener Verrat: jüdische "Greifer" im Dienste der Gestapo 1943-1945*, Berlin, Metropol, 2006, p. 252-253.

⁴ Wiener Stadt- und Landesarchiv (WStLA), Volksgericht, A1 – Vg Vr-Strafakten, Vg Vr 1866/46, procédure criminelle contre Johann Rixinger.

⁵ Rabinovici, *op. cit.*, p. 18 : « Johann Rixinger, the Gestapo clerk responsible for Jewish affairs in Vienna, who had had enormous decision-making powers during the deportations and was implicated in the organisation of the mass murder, was sentenced to ten years' imprisonment. He served only six and a half years ».

ab 27. 5. 40 f. Klinger

Name: *Rudolf Klinger* Rudolf Klinger
 Datum: 10. I. 1889
 Beruf: *Kaufmann*
 Wohnort: *Wien*
 Wohnort: *Wien*
 Wohnort: *Wien*
 Wohnort: *Wien*

Matrikelnummer	Geburtsdatum	Geburtsort	Vatername	Muttername	Abt.	Gefangen durch	Gefangenschaft	
							Von	Bis
938	25.5	1910	22.45	Zur Verhaftung des jüdischen			30.6.44	4.45 in Wien

Fiche de Rudolf Klinger. Source : Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstands, 15062/05, Alphabetisch geordnete Karteikarten vom Landesgericht Innsbruck (Häftlingskartei) über die politischen Häftlinge mit Angaben zu Haftgrund, 1945-1948.

Klinger est particulièrement connu car il a démantelé le groupe antifasciste dirigé par Ella et Kurt Lingens et Karl Motesiczky et les a tous arrêtés le 13 octobre 1942⁶. Pour la plupart des informateurs juifs, la soi-disant « protection » de la Gestapo n'a pas duré. Pour les nazis, ils devenaient inutiles en tant qu'informateurs après un certain temps — à savoir, lorsqu'ils perdaient la possibilité d'accéder à des informations confidentielles au sein du groupe ciblé de juifs. Même l'informateur zélé Rudolf Klinger est déporté à Auschwitz le 7 octobre 1943. C'est un sujet difficile, bien sûr. On voudrait trouver des circonstances atténuantes. Est-ce que Klinger avait la possibilité de faire autrement ? Par exemple, aurait-il pu tenter d'émigrer, de s'échapper du pays avant de recourir à la coopération avec la Gestapo ? Nous avons trouvé la réponse dans les archives — en particulier celles de l'*Israelitische Kultusgemeinde*, l'organisme qui représentait la communauté juive viennoise

⁶ Voir déclaration de Ella Lingens, Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstands (DÖW), 7245/b, Bericht über Karl Motesitzky (Mateszicky) über seine Hilfe für Juden.

et auquel les juifs adressaient leurs *Auswanderungsfragebögen* ou « questionnaires d'émigration ».

Parmi ces questionnaires, il y en a un de Rudolf et Emma Klinger, sa femme⁷ :

The image shows two pages of a handwritten emigration questionnaire. The left page is titled 'Bogen No. 106' and 'FRAGEBOGEN'. It contains personal information for Rudolf Klinger, including his address at Carnisplatz 4 in Vienna, his birth date of 18.1.1889, and his profession as a jeweler ('Fingerring'). The right page is titled 'ANSUCHEN' and contains information about his family, including his wife Emma Klinger and children Shayshai and Rebekka. It also includes a declaration of intent to emigrate with family members.

Il est facile de déduire ce qui s'est passé ensuite : l'émigration n'était pas une possibilité réelle et donc Klinger a opté pour la collaboration.

Allemagne

Il y avait aussi des espions juifs en Allemagne. Ils s'appelaient *Greifer* : saisisseurs ou attrapeurs. À Berlin, une trentaine ont accepté l'offre de la Gestapo et tenté, grâce à cette « trahison forcée », d'améliorer leur situation et celle de leurs proches — souvent, cependant, en vain⁸.

Après la dernière rafle du 27 février 1943 à Berlin, il y avait encore entre 5 000 et 7 000 juifs qui avaient échappé à l'arrestation. Pour les retrouver, les nazis ont créé une véritable « Commission de chasse à l'homme » (*Fahndungsdienst*), composée d'espions juifs⁹. Ils se sont inspirés de Vienne,

⁷ Israelitische Kultusgemeinde (IKG), A/W 2590, 116, Dossier 12017, « Auswanderungsfragebögen » ou questionnaires d'émigration de Rudolf & Emma Klinger, 29.5.1939.

⁸ Dams et Stolle, *op. cit.*, p. 69.

⁹ *Ibid.*, p. 40; Tausendfreund, *op. cit.*, chap. 2.

où ce système avait été mis en place pour la première fois. Cette Commission était initialement hébergée dans le camp de transit pour les déportations de la Große Hamburger Straße, dirigé par Walter Dobberke.

Parmi les saisisseurs de Dobberke, la plus connue est une femme : Stella Kübler-Isaaksohn, née Goldschlag (1922–1994)¹⁰.

The image shows a German identification card (Karteikarte) for Stella Kübler-Isaaksohn, née Goldschlag. The card is filled with handwritten and printed information. Key details include:

- Name:** Kübler-Isaaksohn, Stella Ingrid
- Geburtsort und -zeit:** 10.7.22 Berlin
- Beruf:** Hilfsarbeiterin
- Familienstand:** verheiratet
- Staatangehörigkeit:** deutsch
- Ort der Festnahme:** Berlin-Liebenwalde
- Tag der Festnahme:** 7.3.46
- Parteilage:** entfällt
- Photograph:** A black and white portrait of a woman with dark hair.
- Administrative markings:** Includes a stamp '4/290/54' and various handwritten notations.

Fiche de Stella Kübler-Isaaksohn, née Goldschlag. Source : Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, Karteikarte 4/290/54.

Avec son deuxième mari, Rolf Isaaksohn, elle a aidé la Gestapo à arrêter les juifs qui s'étaient cachés¹¹.

Stella a survécu à la guerre. Elle a été jugée plusieurs fois. Une première fois le 31 mai 1946, quand elle a été condamnée à dix ans de travaux forcés dans des camps soviétiques. Jusqu'au 17 juillet 1948, elle était au centre de détention de Torgau : le 3 février 1950, elle est transférée dans l'ancien camp de concentration de Sachsenhausen. Par la suite, elle a été transférée de la garde

¹⁰ Voir « Lebenslauf », Bundesarchiv, Berlin-Lichterfelde (BArch), DO/1/4060, Isaaksohn née Goldschlag, Stella-Ingrid.
¹¹ Archiv der Bundesbeauftragten für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik (BStU), MfS-HA IX/11, Box PA 3472, Band 6, interrogatoire de Stella Kübler-Isaaksohn.

soviétique au système pénal ouest-allemand. Elle a été emprisonnée au pénitencier de Hoheneck et au centre de détention de Waldheim. Après presque dix ans, elle a été libérée le 23 janvier 1956¹².

Peu de temps après son retour à Berlin-Ouest, la communauté juive a demandé un nouveau procès contre Stella. Elle a été condamnée à une autre peine de dix ans de prison, mais ne l'a pas purgée parce qu'elle avait été créditée pour sa peine précédente et en raison de sa mauvaise santé. Bien sûr, le verdict a été accueilli avec une grande désapprobation. Beaucoup l'ont jugé trop clément¹³.

Italie

Il y a un cas italien très similaire, celui de Celeste Di Porto (1925–1981). La « panthère noire », comme on la surnommera plus tard, dégageait le même charme que « le poison blond » (comme l'allemande Stella avait été surnommée)¹⁴.



Celeste di Porto à l'âge de 16 ans. Source : Archivio Storico Francesco Luigi Ferrari (Modène, Italie).

¹² *Ibid.*

¹³ Tausendfreund, *op. cit.*, p. 150.

¹⁴ « C'era questa ragazza che era di una bellezza straordinaria... », raconte Piero Terracina dans le documentaire de Michela Ponzani, « Celeste Di Porto: La Pantera Nera Del Ghetto », *Il Tempo e La Storia*, Rai, 21 octobre 2016, [//www.raiplay.it/video/2016/10/Il-tempo-e-la-Storia---Celeste-Di-Porto-la-pantera-nera-del-ghetto-del-21102016-b3eab543-0035-4239-8d8e-d08e2c82bd72.html](http://www.raiplay.it/video/2016/10/Il-tempo-e-la-Storia---Celeste-Di-Porto-la-pantera-nera-del-ghetto-del-21102016-b3eab543-0035-4239-8d8e-d08e2c82bd72.html).

Celeste est accusée d'avoir dénoncé les juifs de la communauté de Rome qui ont été arrêtés dans le raid du 16 octobre 1943 et qui ont été massacrés aux Fosses Ardéatines.

Dans son étude des juifs sous le régime fasciste, Michele Sarfatti affirme que Mussolini a décidé ses politiques envers les juifs sans que Hitler ne fasse pression sur lui¹⁵. Si les juifs italiens ont d'abord davantage survécu à la guerre que leurs homologues européens, la situation a radicalement changé en septembre 1943, après que les troupes allemandes ont pris le contrôle du nord et du centre de l'Italie, libérant Mussolini de prison et lui permettant de former la République sociale italienne ou la République de Salò — essentiellement un État fantoche de l'Allemagne nazie. Parmi toutes les villes du territoire de la République sociale italienne, Sarfatti explique que Rome était évidemment la « plus importante » et la « plus délicate », puisque le pape y vivait, « celle avec la plus grande population juive », et aussi « la seule ville où les juifs étaient fortement concentrés dans un seul quartier résidentiel »¹⁶. C'est pour cette raison que « l'unité de police spécialisée commandée par Theodor Dannecker » avait planifié le raid du 16 octobre 1943¹⁷. Et c'est pour cette même raison que la coopération des informateurs juifs faisait une réelle différence pour les nazis.

Celeste Di Porto est donc accusée d'avoir indiqué les cachettes de 26 juifs qui ont été tués plus tard dans le massacre des Fosses Ardéatines. Les dépositions à son procès, analysées par l'historienne Anna Foa, montrent clairement sa culpabilité¹⁸. Celeste a survécu à la guerre et au procès, comme Stella. Une autre caractéristique que les deux femmes partagent est une conversion au catholicisme après la guerre et un désir similaire de se distancier de leurs origines juives, probablement à cause des attaques qu'elles avaient subies de la part de leurs confrères juifs pendant leurs procès¹⁹.

¹⁵ Michele Sarfatti, *The Jews in Mussolini's Italy: From Equality to Persecution*, Madison, Wisconsin, University of Wisconsin Press, 2006.

¹⁶ *Ibid.*, p. 186.

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Anna Foa, *Portico d'Ottavia 13: Una casa del ghetto nel lungo inverno del '43*, Rome, GLF editori Laterza, 2013, chap. 5 « I luoghi della cattura ».

¹⁹ Archivio Centrale dello Stato de Rome (ACS), Ministero Interno, Gabinetto 1944-46, Carton 128, Dossier 11096, Di Porto Celeste (1945), « Pantera Nera Ad Assisi è stata battezzata », *Giornale d'Italia* n. 71, 26 mars 1948.

Comment insérer la France dans le chapitre ?

La question qui se pose maintenant est : comment insérer la France dans ce chapitre ? Notre idée initiale (comme on peut voir dans le titre de la communication) était de travailler sur l'Institut d'étude des questions juives (IEQJ).

Il y avait deux organismes de répression contre les juifs dans la France de Vichy pendant l'occupation allemande : le Commissariat général aux questions juives (CGQJ) et l'Institut d'étude des questions juives (IEQJ). À la fin de l'année 1942, l'IEQJ fut liquidé et sa fonction pratiquement absorbée par le CGQJ, mais auparavant il s'agissait d'une institution indépendante.

Apparemment, l'activité principale de l'IEQJ était la diffusion de la propagande antisémite (notamment avec l'exposition « Le Juif et la France » de 1941-42), mais l'Institut était directement financé par le service d'information de l'ambassade d'Allemagne et Theodor Dannecker, mentionné plus haut. Ce dernier, chef à Paris de la section IV J de la Gestapo et responsable de la « question juive », avait à peine 25 ans lorsqu'il a été choisi par nul autre qu'Adolf Eichmann, architecte de la déportation des juifs, pour diriger la branche française de la Section des Affaires juives de la Gestapo du Reich²⁰.

Pendant notre enquête préliminaire aux Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine, nous avons commencé à examiner les papiers saisis à l'Institut d'étude des questions juives (IEQJ) dans la série F7. Sous la cote F/7/15311, l'enquête générale précise notamment que l'Institut bénéficiait d'un « service de “Renseignements généraux-Police” comportant des commissaires, chefs de district, payés par la Gestapo et travaillant sous ses ordres²¹ ».

²⁰ Stéphanie Dassa, Valérie Germon et Cédric Gruat, « L'Institut d'étude des questions juives : raison d'État et passion antisémite franco-allemande sous l'occupation », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 179, septembre-décembre 2003, p. 122.

²¹ Archives Nationales de Pierrefitte-sur-Seine, série F7, cote F/7/15311, Juifs (1941-1948), Enquêtes sur des membres et collaborateurs de l'Institut d'étude des questions juives (1941-1948).

On lit ensuite :

Des documents découverts dans les archives laissées par les Allemands, il ressort que l'Institut a établi des rapports détaillés et précis de dénonciations à l'encontre des familles Harry BAUR, ROTSCCHILD, MANDEL, AMAR, LOCATELLI, LEDERIAIN, Paul Louis WEILER, Louise WEISS, etc... ; du personnel des diverses administrations, de la Préfecture de Police, du Commissariat Général aux Questions Juives (demandant entre autres l'internement de Xavier VALLAT qu'il estimait être un « étouffoir » de la question juive), les réseaux de Résistance (notamment celui de l'Armée du Salut) etc...²²

Cet extrait de la série F7 nous avait suggéré qu'une analyse des membres et de l'activité de l'Institut d'étude des questions juives nous aurait permis d'identifier les hommes qui s'occupaient de l'espionnage et de la dénonciation des juifs. Cependant, maintenant que nous avons recentré notre recherche sur les espions juifs, de nouvelles questions se posent : devons-nous chercher ailleurs ? Y avait-il des espions juifs qui travaillaient pour les nazis en France ? Ou sinon, peut-être serait-il plus pertinent d'étudier la différence entre la France et les autres pays (Autriche / Allemagne / Italie) plutôt que de rechercher une similarité ? Il semblerait qu'en France la persécution des juifs ait été organisée à travers les politiques antijuives de Vichy et des agents étatiques d'institutions « officielles » (parmi lesquelles, justement, l'Institut d'étude des questions juives et le Commissariat général aux questions juives) plutôt qu'en recourant à des espions. Les allemands avaient choisi en France de « faire reposer sur Vichy la responsabilité de leur politique » de répression²³. Cependant, n'ayant pas encore achevé de dépouiller le matériel du Dépôt Central d'Archives de la Justice Militaire (DACJM), de nouveaux éléments viendront peut-être modifier notre analyse.

²² *Ibid.*

²³ Laurent Joly, *L'État contre les Juifs: Vichy, les nazis et la persécution antisémite, 1940-1944*, Paris, Bernard Grasset, 2018, p. 63.